



İTİA
INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY

BÜLTEN

BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
COMPTE: COODIFF 001-0414791-95 - BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence AGENCE INFO-TÜRK

PERIODIQUE MENSUEL
3e année - Janvier 1979
Français 27

Abonnement annuel
Belgique 200 FB
Etranger 250 FB

Etat de siège en Turquie:

UNE MESURE POUR ENRAYER L'ESCALADE FASCISTE OU UN PAS VERS LA DICTATURE MILITAIRE?

ANKARA (ITA) - Incapable de contrôler les événements sanglants qui se sont déroulés dans le sud-est de la Turquie, le gouvernement Ecevit a dû faire appel à l'armée et l'état de siège a été déclaré dans 13 provinces.

La décision a été prise après le massacre de Kahramanmaraş, où 107 personnes au moins ont péri.

L'état de siège, qui est effective dans les centres urbains d'Ankara et d'Istanbul ainsi que dans 11 autres provinces "difficiles", implique généralement le couvre-feu et, si nécessaire, la censure de la presse, une interdiction des grèves, rassemblements de masse et des marches, l'instauration de tribunaux militaires pour juger des "crimes contre l'état", l'assoupissement des mesures légales en ce qui concerne la recherche de preuves et de témoins et la détention des suspects, qui peut se faire pendant une semaine avant de faire comparaître les prévenus.

La décision a été prise par un dirigeant, le premier ministre social-démocrate Bülent Ecevit, qui paraît à peine conscient que cette décision va à l'encontre de toutes les croyances politiques qu'il professe. La presse turque a déclaré que les chefs militaires avaient voulu que leur autorité soit exactement définie lorsque Ecevit a demandé un renfort de troupes pour restaurer la loi et l'ordre dans la ville dévastée de Kahramanmaraş, et dès lors l'état de siège a été inévitable.

Il y a eu une forte opposition contre l'état de siège de la part du groupe parlementaire du Parti Républicain du Peuple (CHP). S'adressant au groupe, Ecevit a déclaré qu'en effet, il y avait une contradiction entre ses déclarations précédentes et sa conduite actuelle. Mais il a défini les incidents à Kahramanmaraş comme "une insurrection directe contre l'Etat", donc une ./.

situation extraordinaire qui exigeait des mesures extraordinaires. Les forces civiles de sécurité étaient insuffisantes en nombre, en équipement et en entraînement pour venir à bout d'une situation si sérieuse, a-t-il expliqué.

Selon la constitution turque, l'état de siège peut être proclamé pour une période de 2 mois, renouvelable, et la ratification du Parlement est exigée à la base ainsi que pour chaque renouvellement.

Provocations pour entraîner la proclamation de l'état de siège

En fait, le massacre de Kahramanmaraş a été le dernier maillon de la chaîne de provocations sanglantes émanant des cercles fascistes dans le but de forcer le gouvernement à proclamer l'état de siège. Sans les nommer, Ecevit a blâmé ceux "qui ont endoctriné et entraîné la jeunesse turque au génocide et ont provoqué des rivalités sectaires". Cela a été interprété comme une référence voilée au Parti d'Action Nationaliste (MHP), parti néo-fasciste de l'ex-colonel Alparslan Türkeş, qui est responsable de l'organisation et de l'armement des commandos para-militaires de droite "Les Loups Gris".

Les événements qui se sont produits à Kahramanmaraş sont apparemment un conflit de sectes entre les Alevites (Schiite) et les Sunnites de l'Islam, ceux-ci étant considérés comme les agresseurs.

Les désordres ont commencé après le meurtre de 2 professeurs de gauche par des tireurs non-identifiés. Au cours de l'enterrement des 2 professeurs, des groupes de droite ont attaqué les gens qui assistent aux funérailles, en chantant "Turquie Musulmane" et "Mort aux communistes"; ils ont tué trois autres personnes et en ont blessé 39.

Le samedi 23 décembre 1978, malgré le couvre-feu sur la ville, environ 2000 manifestants de droite ont commencé à descendre sur la ville, brûlant et mettant à sac les immeubles des partis progressistes ainsi que les magasins et les maisons particulières.

La plupart des personnes assassinées l'ont été avec des fusils à longue portée ou des épées à double tranchant. Les agresseurs ont aussi attaqué l'hôpital et les ambulances qui transportaient les blessés. Même la voiture du ministre de la Santé, Mete Tan, n'a pas été épargnée.

Selon les commentaires de la presse, de nombreux manifestants étaient masqués. Ils étaient conduits par Yusuf Özbaş, député néo-fasciste du Parti d'Action Nationaliste. Les Loups Gris ont incité les Sunnites à tuer les Alevites et les partisans de gauche.

Il est aussi intéressant de souligner que l'ancien général Faik Türün, député du Parti de la Justice (AP) et un des anciens chefs du Département de la Contre-Guérilla avait visité la région une semaine auparavant. Avant et pendant les incidents, l'ancien colonel Türkeş et l'ancien premier ministre Demirel avaient demandé avec insistance la proclamation de l'état de siège et le renversement du gouvernement Ecevit avant la fin de 1978.

Sur 70 ans, 30 se sont passé sous l'état de siège

L'état de siège a toujours été une des manières les plus efficaces de suspendre les droits et les libertés et de donner à la bourgeoisie et aux forces de droite la possibilité de bénéficier d'un régime au détriment de la classe ouvrière et des forces progressistes.

En fait, comme on le voit dans la table ci-dessous, depuis la révolution bourgeoise de 1908, 30 années se sont passées sous le régime de l'état de siège.

Pendant toutes les périodes où l'état de siège a été en vigueur, seules les forces progressistes ont été en proie à la répression, les organisations socialistes et les publications marxistes ont été mises hors la loi, des milliers de progressistes ont été arrêtés, torturés et condamnés pour "établir la loi et l'ordre". Le dernier exemple de cette pratique est l'état de siège proclamé juste après l'intervention militaire du 12 mars 1971.

En espérant que les événements se dérouleraient de la même façon cette fois-ci, l'ancien colonel Türkeş n'a pas été satisfait de l'état de siège décrété dans 13 provinces seulement et il a réclamé le même ordre militaire dans 7 autres provinces qu'il considère comme des "forteresses de gauche".

ANNEES	DUREE			PRETEXTE DE L'ETAT DE SIEGE
1909-1912	3 ans	2 mois	2 jours	Insurrection religieuse
1912			42 jours	Activités anti-gouvernementales
1912-1919	7 ans		17 jours	Guerre des Balkans et 1er Guerre Mond.
1920-1922	2 ans	6 mois	19 jours	Résistance contre l'occupation
1925-1927	2 ans	8 mois	26 jours	Soulèvement en Anatolie orientale
1940-1948	7 ans	1 mois	11 jours	Seconde Guerre mondiale
1955-1956		8 mois		Émeutes anti-grecques à Istanbul
1960-1961	1 an	7 mois	2 jours	Coup d'état militaire
1963-1964	1 an	1 mois	28 jours	Insurrection militaire
1970		3 mois		Résistance des ouvriers
1971-1973	2 ans	3 mois		Intervention militaire
1974-1975	1 an		11 jours	Opération de Chypre

Après la proclamation de l'état de siège, le premier ministre Ecevit a déclaré que cette période d'urgence serait différente de celles qui ont précédé. Comme première mesure, Ecevit a créé un Commandement de Coordination de l'état de siège pour promouvoir la coopération et la coordination parmi les commandements de l'état de siège. Dans le but de garder les commandants de l'état de siège sous contrôle politique, le premier ministre rencontrera quotidiennement le Chef de l'Etat-major le Général Kenan Evren, et le Général Sahap Yardimoglu, chef du commandement de coordination de l'état de siège, pour passer en revue les opérations de l'état de siège. Une fois par semaine, le lundi, cette réunion sera élargie par certains membres importants du cabinet et d'autres dirigeants militaires.

En outre, les juges militaires qui ont jugé et condamné les progressistes pendant la période du 12 mars n'ont pas été détachés auprès des tribunaux militaires du nouveau régime de l'état de siège.

Le parti néo-fasciste attaque le gouvernement et provoque les militaires

Il est évident qu'Ecevit a essayé d'empêcher l'immixtion de l'état de siège dans des affaires purement civiles. Le premier ministre ne favorise pas les mesures restrictives, telles que le couvre-feu sauf quand elles sont dictées par la nécessité.

Cette politique a été immédiatement attaquée par le parti néo-fasciste et d'autres groupements politiques de droite qui avaient espéré que les militaires contrôlèrent tout. L'ancien colonel Türkeş a accusé le gouvernement d'Ecevit d'intervenir dans des questions militaires. Süleyman Demirel, chef du principal parti d'opposition, le parti de la Justice (AP), a également essayé de provoquer les militaires en déclarant "si le premier ministre essaie de contrôler personnellement les opérations de l'état de siège, il sera bientôt mis hors course. Notre confiance n'est pas placée en ce gouvernement, mais dans nos forces armées. Ecevit devrait laisser les généraux qui ont de l'expérience mener la barque".

Malgré ces attaques, les commandants de l'état de siège ont accepté momentanément de travailler sous la supervision du premier ministre. Mais au cours des trois premières semaines, les commandements de l'état de siège n'ont pas pris de mesures efficaces contre les forces fascistes qui ont provoqué et perpétré des actes de violence en Turquie. Bien que 219 personnes aient été arrêtées à Kahramanmaraş pour avoir participé au massacre, beaucoup de Loups Gris sont encore en liberté. Au contraire, des mesures répressives ont été prises contre les forces de gauche:

Le 28 décembre 1978, 32 partisans de gauche ont été mis en prison à Istanbul. Le 15 janvier 1979, le commandement de l'état de siège à Istanbul a interdit la publication de 4 revues de gauche, Kurtuluş, Halkın Kurtuluşu, Halkın Yolu et Halkın Birliği.

Le même jour, le chef du département de l'information de la Radio-TV turque Karahun et les journalistes Esen et Kirca ont été arrêtés pour ne pas avoir annoncé sur les ondes une proclamation de l'état de siège.

A Adana, 2 associations progressistes, le Club Culturel de Karşıyaka et le Club populaire de l'Indépendance ont été fermés en vertu de l'état de siège.

Le 17 janvier 1979, 2 jeunes progressistes Dursun Işık et Hasan Bölükbaşı ont été déférés devant la cour militaire du Commandement de l'état de siège d'Istanbul.

En outre, le commandement de l'état de siège en Turquie orientale a interdit tous les rassemblements politiques et a dénoncé le droit de grève sans autorisation préalable.

Dissensions au sein même du parti d'Ecevit

Ecevit a déclaré que l'application de l'état de siège dans 13 provinces était un succès, avec "un adoucissement graduel de l'atmosphère et une diminution du nombre d'incidents politiques violents".

Mais il n'est pas possible de parler de paix durable en Turquie sans éliminer d'abord les instigateurs de la violence politique tels que le Département de la Contre-Guérilla et le Parti d'Action Nationaliste.

Avec la proclamation de l'état de siège, la position du Département de la Contre-Guérilla a été renforcée, car une grande majorité des commandants chargés de rétablir la loi et l'ordre dans les 13 provinces sont généralement des officiers entraînés par ce département.

En ce qui concerne le Parti d'Action nationaliste, malgré qu'on ait souligné que cette loi martiale serait différente des précédentes, il insiste pour élargir l'état de siège à un plus grand secteur et incite les militaires à agir sans tenir compte des desiderata du premier ministre.

Les commandants suprêmes des Forces Armées, qui obéissent apparemment aux directives du premier ministre, mènent en fait une politique du "wait and see". Pour avoir le dernier mot, les commandants militaires suivent prudemment les développements des relations politiques à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Bien que la défaite d'une motion de censure de l'opposition contre le gouvernement Ecevit par 16 voix indique "la position forte" du cabinet, le parti d'Ecevit a été la proie de difficultés internes il y a quelques jours. Deux ministres clés, le ministre de l'Intérieur İrfan Üzaydınlı et le ministre de la Défense Hasan Esat Işık, ont démissionné. Et l'on s'attend à de nouvelles démissions. La position des dix indépendants qui ont donné leur soutien à Ecevit pour constituer l'actuel gouvernement est toujours sujet à des spéculations.

Dans l'arène internationale, les développements en Iran et le montant de l'aide financière et économique accordée par les pays occidentaux joueront également leurs parts dans le destin future du gouvernement.

Dans le cas d'une crise gouvernementale, les militaires joueront sans nul doute le rôle d'arbitre. Comme il n'y a pas d'alternative parlementaire assez puissante actuellement pour remplacer le gouvernement Ecevit, ce rôle d'arbitre peut mener à une dictature militaire, au moins pour quelques années. Une telle solution recevrait l'appui massif de la part des néo-fascistes et des conservateurs.

Dès lors, la loi martiale proclamée en Turquie ressemble plus à un pas vers un régime militaire qu'à une mesure pour stopper l'escalade fasciste. Et en proclamant l'état de siège, Monsieur Ecevit a joué avec le feu. (DG-ML-19/1)

LES LOUPS GRIS CHANGENT DE TACTIQUE

ANKARA (ITA) - Avec la proclamation de l'état de siège, le parti néo-fasciste a apparemment atteint un de ses objectifs. En provoquant les militaires, qui voient le commandement de la coordination de l'état de siège s'effectuer sous la supervision du premier ministre, le Parti d'Action Nationaliste (MHP) fait de son mieux pour créer l'image qu'il est très serviable aux commandements de l'état de siège.

En premier lieu, les Clubs des Idéalistes, qui dépendent du Parti néo-fasciste, ont déclaré qu'ils avaient suspendu leurs activités pour faciliter le respect de l'état de siège. En fait, c'est une nouvelle manoeuvre pour

éviter le danger d'être fermé par les commandements de l'état de siège. Il y a tellement de preuves de la culpabilité des Loups Gris dans des actes criminels qu'il serait vraiment fort difficile pour un tribunal de laisser les Clubs des Idéalistes ouverts.

D'autre part, les Loups Gris, qui ont été identifiés et qui sont impliqués dans des actions terroristes, quittent le pays et vont se réfugier à Chypre ou dans des pays européens. La possibilité de quitter le pays est fournie par le Département de la Contre-Guérilla des Forces Armées Turques. L'assistance juridique pour obtenir le droit de séjour en tant que réfugié politique en République Fédérale d'Allemagne est fournie par quelques juristes allemands d'extrême-droite.

Selon un quotidien turc, deux de ces juristes sont Werner Beckman et H. Haun Volker d'Hanovre. Tout Loup Gris ayant réussi à s'échapper de Turquie est d'abord reçu par le club local des Idéalistes en RFA, et son cas est ensuite transmis aux juristes.

L'administration de la police à Hanovre a déclaré qu'au cours de ces derniers mois, 150 ressortissants turcs avaient demandé l'asile politique.

En ce qui concerne le Parti d'Action Nationaliste lui-même, il existe de nombreuses raisons de supprimer cette organisation néo-fasciste. Tout d'abord, les Loups Gris qui ont été emmenés en prison ont déclaré qu'ils avaient commis des assassinats politiques pour obéir aux ordres de leurs supérieurs dans le parti.

Voici un exemple récent:

Juste après les émeutes de Kahramanmaraş, pour échapper à leur responsabilité dans le massacre, les dirigeants du parti néo-fasciste ont déclaré que les incidents étaient provoqués par "des gauchistes qui avaient placé une bombe dans un théâtre où l'on projetait un film anti-communiste".

Mais le 16 janvier 1979, un Loup Gris, Ökkes Kenger, qui avait été arrêté pour sa participation dans les émeutes a admis que la bombe avait été déposée dans le cinéma par ses compagnons et lui-même, pour exciter les Sunnites contre les Alevites et les gens de gauche.

D'autre part, le procureur général de la république a entamé une enquête sur la déclaration du 2 octobre 1978 du Parti d'Action Nationaliste. Dans cette déclaration, le bureau administratif du parti exigeait un gouvernement militaire et demandait la création de tribunaux d'exception pour s'occuper des "anarchistes". La déclaration disait: "Le pays ne peut aller vers de nouvelles élections sous le présent gouvernement. Il est impossible de laisser le gouvernement actuel au pouvoir. Les pouvoirs devraient être transmis aux militaires."

Selon le deuxième paragraphe de l'article 111 de la Constitution de la République turque, tout parti qui poursuit des objectifs contraire au principe du régime démocratique pluraliste peut être dissous par le Tribunal de la Constitution.

Les actes et les déclarations du Parti d'Action Nationaliste sont tout à fait en contradiction avec ce principe et toutes les forces démocratiques demandent aux magistrats suprêmes d'accomplir la tâche que la constitution leur a dévolue: dissoudre le Parti d'Action Nationaliste (MHP), organisation politique des Loups Gris.

(C-M-A-DG-IL-16/1)

MALGRE L'ETAT DE SIEGE, LA VIOLENCE POLITIQUE CONTINUE

ANKARA (ITA) - Le nombre des victimes de la violence politique en Turquie a atteint des records à la fin de l'année dernière suite au massacre de Kahramanmaraş. Les incidents sanglants du mois dernier ont fait 240 victimes dans toute la Turquie, y compris les 107 morts des émeutes de Kahramanmaraş. Depuis le début du gouvernement Ecevit, le nombre des tués s'élève maintenant à 978.

Vous trouverez ci-dessous la liste des assassinats, non compris ceux de Kahramanmaraş:

- 5 DEC: Istanbul - une personne non-identifiée
- 7 DEC: A Adana - Selahattin Erkan de gauche
- 11 DEC: A Ankara - Hüseyin Polat et Mehmet Çelik, de gauche, Hüseyin Gönül et Kemal Demir, de droite; A Adana - Halil Erdogan, Israfil Arıkan, Yusuf Aladı; A Kayseri - Attila Kaytancı; A Gaziantep - Muammer Oguz.
- 12 DEC: A Diyarbakır - Le secrétaire générale de l'université Erol Cengiz - A Istanbul - Günay Akdag, de droite, Niyazi Ekinci et Yusuf Dogan, de gauche; A Göle (Kars) - Mahir Can, de gauche; A Elazığ - Mme Şadiye Koç et l'étudiant Nurettin Güler, de gauche.
- 13 DEC: A Istanbul - l'étudiant Ali Yılmaz, de gauche; A Elazığ - Necdet Tuna.
- 14 DEC: A Istanbul - l'étudiant Murat Yıldırım, l'étudiant Mustafa Şişman, l'étudiant Mehmet Tepe, Nilüfer Gürkan, de 4 ans; A Adana - Arif Çelik et Ramazan Kaya; A Van - Ali Gürhanlıoğlu, président local du Parti Républicain du Peuple, Hüseyin Pek, Mahmut Kuruşun et Sinan Durun.
- 15 DEC: A Istanbul - Adem Toygan, représentant du syndicat, et une personne non-identifiée; A Ankara - Murat Oguz, de droite.
- 16 DEC: A Kars - Ekrem Akbaba; A Ardahan - Ali Baydar, de 16 ans; A Artvin - le fonctionnaire du Parti de la Justice Selim Dede; A Istanbul - Kadir Top.
- 17 DEC: A Adana - l'ouvrier Hasan İşık; A Bingöl - Kazım Artukaslan; A Istanbul - l'étudiant Kemalettin Er et une autre personne, de 19 ans.
- 18 DEC: A Adana - le directeur de la coopérative agricole Akin Özdemir; A Istanbul - l'étudiant Asaf Tunç; A Karabük - le jeune de gauche H. Köprü
- 19 DEC: A Mus - le proviseur Ali Algün et le chauffeur Fuat Turgut; A Urfa - le chauffeur Celal Kılıç; A Malatya - le local président du Parti d'Action Nationaliste Alişan Durmuş; A Diyarbakır - l'enseignant Mehmet Çakmak; A Ankara - l'étudiant Mustafa Ekinci; A Adana - le membre du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) M. Ali Alibeyoğlu, le marchand Turgay Subaşı et un étudiant non-identifié.
- 20 DEC: A Istanbul - une personne non-identifiée; A Malatya - le chauffeur Şahverdi Altıparmak, de gauche, et un autre chauffeur, Mehmet Bal, l'enseignant Mustafa Dinç; A Gaziantep - l'étudiant Mehmet Aybek; A Söke - le gardien Gazi Dinç; A Istanbul - le laitier Abdullah Can et le marchand Ömer Bakırdöven.
- 21 DEC: A Gümüşhane - Yaşar Nasuhbeyoğlu; A Diyarbakır - Ibrahim Yoldaş, de gauche; A Ankara - Mehmet Kaplan; A Adana - l'ouvrier Osman Arıca; A Istanbul - l'intendant Mehmet Mamuş, Veli Öztür et un jeune non-identifié; A Kahramanmaraş - deux professeurs de gauche, Hacı Çolak et Mehmet Yüzbaşıoğlu.
- 22 DEC: A Adana - l'étudiant Osman Sinan; A Elbistan - l'ancien sénateur du Parti Républicain du Peuple Hilmi Soydan; A Ankara - le commissionnaire Halil Gürbüz et le garçon Cavit Aydın; A Malatya - le chauffeur Bülent Gül, de gauche.
- 23 DEC: A Kırıkkale - Vedat Arıkan; A Kadirli - Vedat Fetullahoğlu; A Adana - le marchand Bayram Derin.
- 24 DEC: A Süruç - le notaire Samil Yigitözlü; A Istanbul - la pharmacienne Nevin Tiryakı; A Ankara - l'imprimeur Cengizhan Gülagoğlu, de gauche; A Gaziantep - l'ouvrier Ökkeş Nuri Bozkurt, de droite, et un étudiant.
- 25 DEC: A Istanbul - le garçon Adil; A Adana - Şenol Cirit, de 15 ans, Ahmet Tabritanır, de 16 ans, Hasan Koç et Mehmet Fetullahoğlu; A Kadirli - le dentiste Vedat Güvenoğlu et l'enseignant Mustafa Mar; A Kayseri - l'ouvrier Mehmet Maraşlı, de gauche; A Diyarbakır - l'ancien sergent Erdal Eren; A Silvan - le gardien Aladdin Orak; A Urfa - Emine Güvenç; A Tarsus - Ali Düzenli, de droite, et İskender Özkul.
- 26 DEC: A Istanbul - Mehmet Acar, de 40 ans, le jeune Sedat Kurban et une personne qui s'appelle Mustafa; A Antakya - l'étudiant Süha Özveren; A Diyarbakır - l'enseignant Mehmet Sümbül.
- 27 DEC: A Nevşehir - Cengiz Ünal; A Tarsus - le chauffeur Tahsin Karpuzoğlu; A Trabzon - Kemal Kup, de droite.

- 28 DEC: A Adana - le procureur Süreyya Altıneminsoy; A Trabzon - Mete Vural
- 29 DEC: A Istanbul - İlyas Emiroglu, de droite.
- 30 DEC: A Istanbul - İsmail Hakkı Misoglu, membre du Parti rep. du peuple.
- 31 DEC: A Gaziantep - l'ouvrier Memiş Taş
- 1 JAN: A Adana - İskender Özkul; A Bandırma - le juge Mete Aksoy
- 3 JAN: A Kırşehir - l'étudiant Metin Akkoç; A Trabzon - V. Aslankaya, de droite; A Diyarbakır - l'étudiant İsmail Öksüz, de droite.
- 4 JAN: A Erzincan - Ali Horoz
- 7 JAN: A Vezirköprü (Samsun) - Ali Koşan, de gauche.
- 11 JAN: A Adana - l'enseignant Yavuz Özkaya; A Istanbul - un inconnu
- 12 JAN: A Vezirköprü - Muhammed Diri, membre du Parti de la Justice
- 15 JAN: A Tarsus - Mme Hayriye Targan, épouse du président local du Parti Ouvrier de Turquie (TIP); A Istanbul - un inconnu; A Trabzon - Raşit Gündüz, de droite.
- 16 JAN: A Istanbul - l'étudiant Murat Şahbaz, de droite; A Trabzon - l'étudiant Ahmet Çebi; A Uşak - Mme Hatice Vural et son fils Cemil Vural
- 17 JAN: A Istanbul - Turgay Cilanbol, de gauche, l'étudiant Erdoğan Çandal, l'enseignant Kazım Uçkan et Kerim Çevik; A Ankara - l'ouvrier Hasan Demircioğlu et le jeune progressiste Bahri Gülpinar.

ECEVIT MET SES ESPOIRS DANS UNE AIDE OCCIDENTALE

ANKARA (ITA) - Le premier ministre Bülent Ecevit a déclaré le 16 janvier 1979 que la Turquie avait atteint une "phase pleine d'espoir" en ce qui concerne l'obtention rapide d'une aide économique de ses alliés occidentaux.

La déclaration d'Ecevit est tombée à la veille d'une visite en Turquie du Sous-Secrétaire d'état des USA M. Warren Christopher. Au cours de sa visite, Monsieur Christopher a remis à Monsieur Ecevit un accord de principe de venir en aide à la Turquie, signé par les dirigeants de quatre pays occidentaux. Il s'agit de la République Fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume Uni et la France.

Le montant et la forme de cette assistance ont déjà été discutés lors de réunions de travail à Bonn le 19 janvier 1979.

Ecevit a déclaré que depuis 1 an, il avait réussi à obtenir 650 millions de dollars de nouveaux crédits pour 1978, ainsi qu'à réaliser le plus grand programme de restructuration des dettes déjà entrepris.

La Turquie, qui souffre d'un déficit chronique de la balance des paiements et qui supporte des dettes extérieures de près de 15 milliards de dollars, a négocié avec les pays de l'OCDE un délai pour un montant de 1 milliard et demi de dollars. Actuellement, elle cherche encore à effectuer une restructuration de 3 milliards de dollars avec l'aide de 227 banques étrangères.

Mais tous ces créanciers demandent à la Turquie d'accepter les conditions fixées par le Fonds Monétaire International qui exige une nouvelle dévaluation d'environ 40%, une diminution des dépenses publiques et une augmentation des prix des produits des entreprises publiques. Le Fond demande aussi des restrictions salariales et une diminution de la consommation.

Selon un article de journal, l'assouplissement de la position économique occidentale serait liée aux concessions turques sur les droits qu'elle possède en mer Egée concernant le pétrole, droits que revendiquent également la Grèce, et aux concessions sur le problème de Chypre. Les observateurs diplomatiques soulignent également qu'après les récents événements en Iran, l'importance géopolitique de la Turquie au Moyen Orient s'est encore accrue.

On dit également dans les milieux bien informés que certaines antennes américaines seraient transférées d'Iran en Turquie. D'ailleurs, 4 services de renseignements américains ont déjà été réouverts en Turquie, suite à l'abrogation par le Congrès américain d'un embargo sur les armes.

Les négociations entre la Turquie et les Etats Unis en vue d'établir un nouveau pacte de coopération militaire et un statut permanent pour les bases ont débuté le 18 janvier 1979 à Ankara.

LA CLASSE OUVRIERE CONTRE LA LOI MARTIALE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - La proclamation de l'état de siège en Turquie a provoqué de nombreuses réactions de la part des organisations de travailleurs et d'autres forces démocratiques.

Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a critiqué le gouvernement Ecevit de ne pas avoir été capable d'arrêter l'escalade de la terreur fasciste par des moyens démocratiques.

Il a déclaré: "Actuellement, la question la plus importante est de savoir sous quel type de pouvoir l'état de siège sera appliqué. Les forces fascistes cherchent à transformer la terreur illégale en terreur légale au travers de l'état de siège. Mais n'oublions pas que l'exercice de cette loi martiale est liée à l'autorité du gouvernement. Quoi qu'il arrive, seul le gouvernement en sera responsable. Le gouvernement ne peut jamais échapper à la responsabilité des conséquences de l'état de siège. Et cette responsabilité repose sur les épaules du Parti Républicain du Peuple (CHP) et de son Président Ecevit. Aussi longtemps que le gouvernement travaillera pour la démocratie et pour le peuple, toutes les forces patriotiques, démocratiques, progressistes et de gauche lui donneront leur soutien."

Le TIP demande d'autre part aux organisations politiques et professionnelles ainsi qu'aux syndicats de défendre les droits et les libertés démocratiques sans tomber dans aucune provocation et en refusant toute forme d'aventure.

La Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) a également critiqué le gouvernement pour avoir proclamé l'état de siège et a demandé à toutes les forces progressistes de défendre la démocratie.

En outre, près d'un million de travailleurs ont cessé le travail pendant 5 minutes le 5 janvier 1979, dans toute la Turquie, pour rendre hommage aux victimes du massacre de Kahramannaras.

(C-M-Y-DG-ML-15/1)

TRAFIC DE MAIN D'OEUVRE ENTRE LA TURQUIE ET LA BELGIQUE

BRUXELLES (ITA) - Dans une conférence de presse donnée le 21 décembre 1978, le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie en Belgique (TIKM) a déclaré qu'il existait un trafic de main d'oeuvre entre la Belgique et la Turquie, du fait des administrations des charbonnages, et que cette situation était tolérée par les autorités belges et turques.

Cinq mineurs turcs ont déposé plainte auprès du procureur du Roi contre Monsieur Zeki Agirer, interprète des charbonnages de Winterslag.

Le TIKM soutient que le trafic est exercé par cet interprète dans la région de Winterslag.

Les travailleurs turcs qui organisaient la conférence de presse ont déclaré ce qui suit:

"Selon les dernières statistiques, il y a environ 65.000 travailleurs turcs en Belgique, dont 25.000 travaillent dans la région des mines. La direction des charbonnages de Winterslag emploie Zeki Agirer comme interprète. Cette personne a déjà été arrêtée en 1967 pour trafic de main d'oeuvre. A part la fonction qu'il occupe à Winterslag, Agirer possède aussi plusieurs cafés et restaurants. Tout en exerçant ce genre de commerce, il exploite les sentiments religieux de ses compatriotes et en tant que président de l'association locale des travailleurs turcs, il a collecté des fonds, sans donner de reçu, pour la construction d'une mosquée.

"Cette personne a reçu des sommes allant jusqu'à 50.000 FB. Ces pots-de-
vin étaient payés par les ouvriers turcs qui voulaient rentrer à la mine. Si le travailleur refusait de payer, l'interprète le faisait expulser de Belgique grâce à des agents de la police des étrangers. Les consulats turcs ont également toléré ses activités, car il exerce la fonction d'indicateur.

"Notre but est clair. En l'absence d'une politique d'accueil à l'immigration, c'est le pouvoir public qui porte la responsabilité de tel trafic d'hommes. C'est le charbonnage, principal responsable de ce trafic; tous les interprètes sont des employés de ce charbonnage. Celui-ci les utilise à toutes fins: briseurs de grève, mouchardage, etc...

"Ce sont les autorités de Turquie voulant encadrer les travailleurs immigrés en s'associant à des organisations pseudo-culturelles, dirigées par ses propres interprètes, qui légitiment de telles pratiques.

"Les travailleurs immigrés de Turquie de la région du Limbourg disent que c'en est assez, "si nous sommes venus vendre la sueur de notre front, nous ne sommes pas venus vendre notre dignité d'hommes!"

"Alors nous réclamons:

" - que la direction du charbonnage, principal responsable de ce trafic; mette fin à ceci en acceptant que désormais les interprètes soient élus par les travailleurs,

" - que les autorités belges, au lieu de fermer les yeux devant ce genre de pratique, mettent sur pied une véritable politique d'accueil à l'immigration,

" - que les autorités turques prennent clairement position contre ces actions."
(TIKM-DG-1/1)

ABONNEZ-VOUS AUX BULLETINS INFO-TÜRK

NOM:.....

RUE:.....

VILLE:.....

PAYS:.....

O désire recevoir les BULLETINS ITA

O FRANÇAIS O ANGLAIS O ALLEMAND O TURC

et transfère le paiement de la souscription annuelle au compte:

COODIFF s.c. - CGER 001-0414791-95 - Bruxelles - BELGIQUE

O désire recevoir les BULLETINS ITA

O FRANÇAIS O ANGLAIS O ALLEMAND O TURC

et enverra ses publications en échange.

ABONNEMENTS ANNUELS: Belgique 200 FB, Etranger 15 DM, par langue.

Vous pouvez commander également les brochures ci-dessous:

Massacre à Ankara, Pourquoi? - 45 FB - 3 DM

Turquie et le Monde d'aujourd'hui - 45 FB - 3DM

Poèmes et chansons - 30 FB - 2 DM

Album d'affiches anti-fascistes turques - 90 FB - 6 DM

Chants révolutionnaires turcs -(Disque long-play) - 300 FB - 20 DM